



# Bataille des Marolles et Quartier Nord :

---

Analyse de deux luttes urbaines  
emblématiques et leurs conséquences  
sur la politique urbanistique bruxelloise.

Mateo Robberecht · 12/2023

# 1 La bataille Marolles :



Quartiers des marolles, 4/08/1969, © Belga.

En juillet 1969, les habitants de 5 îlots du quartier populaire de la Marolle à Bruxelles reçoivent un avis d'expropriation. Plus de 1500 personnes sont menacées. L'extension du Palais de Justice nécessite la destruction d'environ 1,5 hectare du quartier (considéré par les pouvoirs publics comme « taudis »). Le projet est initié par la régie des bâtiments pour le compte du ministère de la Justice (Chatelan, 2016).

Très rapidement, la mobilisation des habitants s'organise et se développe autour d'une personnalité phare des Marolles ; Jacques Van der Biest, le vicaire de la paroisse locale. Brillant orateur, homme d'église et universitaire, il bénéficie d'une grande sympathie et d'une certaine légitimité auprès des habitants du quartier. Proche du mouvement ouvrier chrétien, il parvient à mobiliser près d'un tiers de la population des Marolles et appelle notamment les enseignants, entraîneurs de foot, assistants sociaux et syndicalistes du quartier à rejoindre la lutte. Le Comité Générale d'action des Marolles (Cgam) est créé et la résistance s'organise par le biais de nombreuses assemblées (Carlier, 2011).

La mobilisation s'opère sous différentes formes : slogans inscrits à la peinture dans les rues du quartier, manifestations, télégrammes envoyés aux ministres, rénovation volontaire des façades pour embellir l'image du quartier, .... En plus de ces actions collectives, une série d'actions plus symboliques sont venues compléter et visibiliser encore plus fortement la contestation. L'opération « vacances », par exemple, consistait à l'absentéisme systématique des habitants lorsque les autorités venaient présenter les actes d'expropriation à leur domicile. Alors que les fonctionnaires interrogeaient les voisins pour demander où se trouvait la famille, la seule réponse qu'il obtenait était : « ils sont en vacances » (Chatelan, 2016, Manuel et Al, 1969). Des ateliers de peinture dans la rue avec les enfants du coin sur la représentation « vécue » de leur quartier sont un autre exemple de l'inventivité des actions menées par le Cgam.

L'apothéose de la mobilisation aura lieu dans la soirée du 13 septembre 1969. La nouvelle est tombée il y a quelques jours, la Marolle est sauvée. Les habitants ont obtenu gain de cause. S'organise alors une procession théâtrale pour les funérailles du « promoteur » de son épouse « bureaucratie » et de leur enfant « expropriation ». Un cercueil parcourt les rues du quartier devant les pleurs sur-joués des habitants. La victoire est totale, le comité général d'action des Marolles à d'une part empêché les expropriations, mais il a également conclu avec le ministère des travaux publics un plan d'assainissement et de rénovation du quartier. Les travaux commencent en 1974 et finissent en 2004. La population locale a pu continuer à habiter le quartier. Celui-ci fut rénové tout en sauvegardant la structure des rues et des îlots et donc en préservant la convivialité et les relations interpersonnelles entre les habitants, caractéristique du quartier.

C'est la première fois que les pouvoirs publics font marche arrière et acceptent de négocier un contre-plan de réhabilitation au bénéfice des habitants. Considérée comme la « matrice des luttes urbaines », cette mobilisation, et la victoire qui s'en suivit, fut une première à Bruxelles et marquera le début d'un changement radical dans la façon de « faire la ville » (Carlier, 2011). Cette lutte est d'autant plus importante puisqu'elle s'inscrit dans un contexte assez particulier. En effet, depuis quelques années, Bruxelles est le terrain de jeux de travaux d'aménagements et de rénovations de grandes ampleurs.

### **La « Bruxellisation »**

Dans la continuité de l'exposition universelle de 1958 et des nombreux travaux d'aménagements urbains réalisés, les années 60' et 70' seront un tournant pour Bruxelles et ses habitants. Le rôle de la ville sur la scène internationale gagne en importance et accueille notamment la Commission européenne, le siège de l'OTAN ainsi qu'un nombre croissant d'entreprises internationales. La montée du fédéralisme en Belgique provoque chez certains politiques belges et bruxellois la volonté d'asseoir la légitimité politique et symbolique de Bruxelles en tant que capitale du pays et « capitale » de l'Europe. C'est dans ce contexte que s'impose, avec une approche rationaliste et fonctionnaliste, un projet de ville qui vise à moderniser en profondeur Bruxelles. L'idée est, en parallèle à la désindustrialisation croissante et assumée, d'ériger Bruxelles en tant que capitale tertiaire à renommée internationale. Une conception de la ville qui sous-entend la construction de tours de bureaux et de quartiers d'affaires, une politique de mobilité tournée vers le tout à l'automobile et à de grands projets routiers et enfin, une recherche de mono-fonctionnalité dans les quartiers.

Cette politique urbanistique aura pour effet de provoquer l'arrivée croissante de promoteurs et de capitaux privés à la recherche de spéculation et de profit, la destruction massive de quartiers populaires, l'expulsion et l'expropriation de dizaines de milliers d'habitants ainsi que la disparition d'une partie du patrimoine urbanistique et architectural bruxellois. (Van Criekingen, 2010, Comhaire, 2012).

Si ce phénomène n'est pas exclusivement propre à Bruxelles, il marquera en profondeur les esprits et les espaces bruxellois par sa brutalité. Ce concept sera nommé, quelques années plus tard, la « Bruxellisation ».

# 2 Le quartier Nord

Le quartier nord est l'un des espaces bruxellois qui fut le plus violemment marqué par cette vision politique et urbanistique.

Au début des années 60', le quartier nord de Bruxelles et ses habitants sont menacés par un projet aux ambitions démesurées : le projet « Manhattan ». Le ton est donné. Ce projet consiste en la construction de 80 tours et d'un « World Trade Center » composé lui de 8 tours posé sur un socle de 13 m de hauteur (Van Criekingen, 2010). Il est prévu de construire plus 680 000 m<sup>2</sup> de bureaux, 370 000 m<sup>2</sup> de commerces et 400 000 m<sup>2</sup> de logement (Van Criekingen, 2010). Seul petit hic, le projet doit voir le jour sur un quartier déjà existant, dense et populaire, au nord du pentagone.

En tout, 50 îlots d'habitations seront rasés soit 53 hectares (74 terrains de football) et plus de 11 000 habitants seront expulsés ou expropriés (3 000 ménages environ) sans aucune véritable politique de relogement. (Mertens, 2009) On estime que seulement 15 % de la population a été relogée directement par les pouvoirs publics (Mertens, 2009). L'entièreté de ce projet se distingue par sa désorganisation la plus totale. Les démolitions et les expropriations ont duré environ dix ans et les travaux... Plus de quarante ! Les travaux débutent vers la fin des années 60 mais sont stoppés net par la crise financière de 73' et par la crise de surproduction des bureaux à Bruxelles. Il faudra finalement attendre 1987 pour que les travaux reprennent. Le projet ne sera finalement jamais complètement abouti (la tour WTC 4 ne sera jamais construite) et il a été parfois très compliqué pour les pouvoirs publics de trouver des investisseurs privés après les différentes crises. Aussi, depuis sa sortie de terre, le quartier a souvent connu un taux relativement important de vacances dans ses espaces de bureaux (Van Criekingen, 2010). Les caractéristiques même du projet Manhattan en font un objet d'étude vaste et complexe : temporalité éclatée, pluralité des acteurs engagés, immensité du chantier, ainsi que les nombreux rebondissements qui jalonnèrent sa mise en œuvre... L'objectif de cette fiche n'est pas de dresser une analyse complète de cette saga mais plutôt de mettre en lumière les principaux enjeux et de faire le lien avec la thématique plus générale des luttes urbaines à Bruxelles.

Ce projet titanesque prend racine dans la convergence d'intérêts public et privé. Nous l'avons vu précédemment : une partie de la classe politique bruxelloise entendait à cette époque rénover drastiquement la ville et propulser Bruxelles vers une économie tertiarisée. Il fallait donc ériger de grandes infrastructures, comme des tours de bureaux ou des autoroutes urbaines, pour placer Bruxelles sur le devant de la scène internationale. Au départ, la quasi-totalité des partis politiques adhéraient pleinement au projet tout comme la majorité des médias traditionnels. Seuls le Parti communiste, quelques militants de la FGTB et du MOC et le journal communiste « le drapeau rouge » se sont mobilisés en faveur des habitants du quartier (Mertens, 2009).

Quartier Nord en 1961



Quartier Nord en 2004



*Bruciel 2023*

En ce qui concerne l'intérêt du secteur privé, le projet Manhattan demandait une triple nécessité : une modification du cadre réglementaire, l'appropriation foncière (et le remembrement) et enfin la valorisation immobilière et foncière. En 1967, trois Plans Particuliers d'Aménagement sont adoptés (Un pour chaque commune : Bruxelles-ville, Schaerbeek et Saint-Josse) à la demande de l'état belge. Ces plans modifient radicalement l'affectation du sol avec pour objectif de transformer ce quartier mixte et densément habité en un centre d'affaire aux inspirations fonctionnalistes (Martens et al., 1975). L'entrée en vigueur de ces nouveaux plans a grandement participé à l'augmentation des prix du foncier dans le quartier nord. Il devient possible de construire des tours de bureaux, une aubaine pour les promoteurs. Par la suite, les pouvoirs publics, au nom de « l'utilité publique » ont œuvré aux expropriations (souvent à l'amiable, sans jugement) auprès des habitants. Les autorités compétentes ont ensuite procédé aux remembrements des parcelles afin d'en former des plus grandes pour -in fine - les céder aux promoteurs privés. Les pouvoirs publics ont mis en place un cadre ultra favorable au secteur privé : en effet, il n'aurait pas été aussi attrayant pour les promoteurs et investisseurs d'acquérir directement les terrains auprès des habitants. La vision politique et urbanistique à Bruxelles de cette époque et, plus particulièrement dans ce quartier, ont offert un substrat idéal pour la spéculation foncière et la captation de rente, principales motivations des investisseurs (Van Criekingen, 2010).

# 3 Une bataille perdue d'avance

La mobilisation des habitants en faveur de la protection de leur quartier n'a pas fait le poids face à un tel « déchaînement des pouvoirs » (Martens, 2009). En 1967, avant les expropriations, ceux qui possédaient un capital financier, immobilier ou social avaient déjà, pour la plupart, quitté le quartier. Les dégâts de la guerre, les travaux de la jonction Nord-Midi, la construction du viaduc sur le boulevard Leopold 2 avaient déjà entamé, au début des années 60, une transformation profonde de cet espace. Le quartier était complètement isolé du reste de son environnement urbain. Ceux qui en avaient les moyens ont rapidement compris que la situation n'allait pas leur être favorable et quittèrent le quartier Nord. Au début de la mobilisation, la population du quartier était la soit par conviction (quelques résistants qui ne voulaient pas partir) soit parce qu'ils n'avaient pas le choix (personnes âgées et/ou précarisées, une population de travailleurs immigrés à la recherche de logements abordables récemment installée dans le quartier). Une population sans poids électoral et peu soutenue par le reste de la société civile.

L'immensité du projet, sa spatialité éclatée sur 3 communes différentes et donc sur 3 fronts, le conglomérat d'acteurs privés soutenus par les pouvoirs publics ou encore l'étalement chaotique du projet dans le temps furent autant de barrières et de freins au succès de la mobilisation. De plus, la mobilisation, orpheline de leader pour relayer les revendications des habitants auprès des autorités, connut plusieurs divergences en interne tant au niveau des revendications que sur les méthodes et actions à appliquer.

# 4 Luittes urbaines et syndicalisme

Ces deux luittes ont été relativement déconnectées des mouvements sociaux (politiques, syndicalistes) traditionnelles. En effet, les organisations syndicales ont été, pour ces deux luittes, peu présentes dans la mobilisation. Un constat toutefois à nuancer dans les Marolles puisque plusieurs militants issus d'organisations syndicales étaient directement impliqués, ainsi que le leader de la fronde, Jacques Van der Biest, proche du MOC. Par ailleurs, une résolution de Congrès de la FGTB en 1968 témoigne déjà d'une certaine inquiétude face à une conception de la ville qui exclut les classes populaires : « Le capitalisme national et international est en train de faire de Bruxelles une région d'appartements pour riches, de loisirs pour riches, d'emplois pour riches.... Dans ce sens, la Régionale FGTB de Bruxelles rejette la conception qui vise à faire de Bruxelles une ville de services et d'organisations administratives nationales ou internationales" (Aron, 1978).

Mais alors, comment expliquer la faible implication des organisations syndicales dans des luittes qui ont été si importantes à Bruxelles ? Dans le cas du quartier Nord, si l'absence de soutien du côté des syndicats est à noter, la très faible opposition au projet pèse sur l'ensemble de la société, partis politiques, médias ou associations (Martens, 2009). Comme nous l'avons vu précédemment, il existait alors une forme de consensus dans l'idée de moderniser la ville à coup de vastes aménagements. Le projet d'une ville moderne et s'inscrivant dans l'économie mondialisée avait beaucoup d'adeptes. Les promoteurs ont également promis aux politiques et aux syndicats la création des milliers d'emplois dans la construction et plus tard, dans le quartier d'affaires. Une vision relativement partagée à l'époque, proche du modèle fordiste, consistait à la résorption du chômage par de « grands chantiers » : avec plus de 500 000m<sup>2</sup> de travaux de démolition et de reconstruction, le projet Manhattan incarnait à la perfection cette vision (Martens, 2009). Les habitants du quartier Nord étaient assez éloignés des militants « classiques » de la classe ouvrière de l'époque : ils étaient pour beaucoup des travailleurs immigrés, des personnes âgées, précarisées. Aucune classe bourgeoise, intellectuelle ne s'est emparée de la luitte pour servir de relais avec les pouvoirs publics, comme ce fut le cas dans la bataille des Marolles. Et pour cause : celle-ci avait déjà quitté les lieux avant le début des expropriations.

Enfin, ces luittes urbaines, en tant que contestations sociales se différencient des luittes précédentes : les contestations ne se manifestent plus dans l'usine, dans la sphère du travail, mais dans la ville, en dehors donc du lieu de production. Ces luittes n'impliquent plus des travailleurs et des patrons mais des habitants, aux profils divers, contre un nouvel adversaire, l'état. Une forme de luitte qui pour l'époque se distingue des combats menés par les mouvements syndicaux. Pourtant, dans la forme, les luittes qui ont été menées (surtout dans le cas de la bataille des Marolles) s'apparentent fortement aux mouvements sociaux classiques. Manifestations, actions symboliques, grèves, pétitions, ..., sont autant de modes d'actions similaires aux grands mouvements sociaux. Si l'adversaire n'est plus le patron, il n'en reste pas moins un adversaire unique avec lequel on essaye de discuter, de négocier afin de parvenir à ses objectifs. Des objectifs qui sont par ailleurs très souvent tangibles et clairement définis (le maintien de la population dans le quartier associé à un plan de rénovation, comme ça a été le cas dans les Marolles) (Wieviorka, 1980).

# 5 Deux luttes, deux résultats

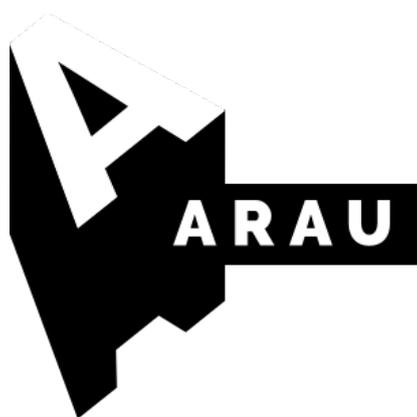
Un quartier populaire menacé de destruction par un projet de réaménagement urbain, voilà peut-être l'un des seuls points communs entre la bataille des Marolles et la mobilisation du quartier Nord. En effet, les deux luttes se distinguent fortement, tant dans la nature même du projet contre lequel elles s'opposent qu'au niveau de la mobilisation observée, des acteurs engagés et de la temporalité. Ce n'est donc pas non plus un hasard si ces deux luttes accoucheront de deux résultats - eux aussi - très différents.

Comment expliquer le succès de la bataille des Marolles et l'échec de la mobilisation du quartier Nord ? Les obstacles à la mobilisation dans le quartier Nord ont pour la plupart déjà été mis en avant précédemment dans ce texte. En ce qui concerne la réussite de la lutte dans les Marolles en faveur des habitants du quartier, elle s'apparente à une série d'éléments interconnectés qui, dans leur ensemble, ont permis un terreau favorable à la mobilisation des riverains.

Tout d'abord, le périmètre du projet était relativement limité spatialement (1,5 hectare, moins de 3 terrains de foot) et concernait seulement une commune, Bruxelles-ville. Ensuite, l'adversaire de la lutte était unique et donc très facilement identifiable, le Ministère des travaux publics, un acteur public et donc plus largement « l'état ». Les Marolles, en tant qu'espace historique de Bruxelles bénéficiaient d'une grande sympathie de l'opinion publique et des médias. Ce quartier est considéré comme le quartier populaire du centre-ville par excellence, une partie de l'essence-même de Bruxelles. Les médias, très favorables aux riverains, ont dès le départ présenté cette lutte sous la forme d'un combat digne de David contre Goliath, le petit peuple d'un quartier populaire contre l'état belge et son appareil administratif (Mertens, 2009).

Le rôle de Jacques Van der Biest est indéniable dans le succès de la bataille des Marolles. Charismatique, il porte de manière unifiée la voix des habitants du quartier. Son influence dans le monde catholique et intellectuel fait de lui un relai idéal pour partager les revendications des habitants. Il a été également entouré et épaulé par René Schoonbrodt, un des membres fondateurs de l'ARAU et proche du Mouvement Ouvrier Chrétien. Tous deux partageaient une certaine proximité idéologique avec le ministre des Travaux publics de l'époque, Alfred Califice, membre du Parti Social-Chrétien. Les habitants étaient soudés, les relations interpersonnelles étaient fortes et nombreuses et le sentiment d'appartenance à leur quartier était aussi très important (Chatelan, 2016).

Si ces deux luttes ont eu des résultats à court terme assez différents, elles ont toutes les deux grandement participé à une révolution dans le fonctionnement urbanistique et démocratique à Bruxelles. De ces luttes urbaines et du climat politique et urbanistique des années 60' et 70' s'est développé un tissu associatif important. La violence du projet Manhattan sur le territoire et sur les hommes et les femmes a marqué l'ensemble de la société bruxelloise : il fallait à tout prix empêcher que cela se reproduise. Architectes, syndicalistes, militants et habitants formèrent peu à peu des comités de quartiers aux quatre coins de Bruxelles (Carlier, 2011). C'est notamment le cas de L'ARAU (Ateliers de Recherche et d'Action Urbaine) fondé en 1969, entre autres, par René Schoonbrodt et Jacques Van der Biest. (Mertens, 2009). L'ARAU s'oppose dès sa création à l'urbanisme monofonctionnel et aux démolitions qu'il engendre. Des fédérations de comités d'habitants sont également fondées comme IEB (Inter environnement Bruxelles) en 1974 et son équivalent néerlandophone le BRAL (Brussels Raad voor het Leefmilieu). Ces trois associations, toujours bien présentes dans le paysage Bruxellois, agissent comme véritables contre-pouvoirs et « facilitateurs de dialogue » (IEB, 2019). Elles participent à la défense des habitants bruxellois, à la protection de l'environnement, du patrimoine et de l'architecture dans la ville. Elles font également de la démocratie urbaine et citoyenne une de leurs priorités. Cette prise en main des enjeux urbains par les habitants participa petit à petit à l'émergence d'une nouvelle forme de politique urbanistique. La consultation publique et la participation citoyenne gagnèrent peu à peu en légitimité et furent perçues comme nécessaires par les pouvoirs publics après l'électrochoc du quartier nord. La démocratie participative s'est améliorée depuis ces deux luttes, c'est évident. Pour autant, le délai imparti aux consultations, le capital social et culturel nécessaires à la lecture des (très volumineux) documents et la contribution réelle des riverains dans le cheminement des enquêtes publiques mettent à mal les fondements de la participation citoyenne et de la démocratie à Bruxelles. (Comhaire, 2012).



**Inter  
Environnement  
Bruxelles**



**CITIZENS  
ACTION  
BRUSSELS**

*arau.org 2023  
ieb.be 2023  
bral.brussels 2023*

# Conclusion

Les luttes urbaines, nous l'avons vu, se caractérisent par une mobilisation autour d'un enjeu localisé, d'une cause spécifique dans un cadre urbain. Ces enjeux peuvent prendre différentes formes ; la protection d'un quartier populaire, la lutte contre des expropriations, un grand projet d'aménagement, la protection d'un espace naturel, etc. (Carlier, 2011, Castells, 1975). La mobilisation tire sa force dans les relations interpersonnelles entre les habitants et le sentiment d'appartenance à un espace, un quartier. Ces luttes remettent ouvertement en question l'ordre établi. Elles sont alimentées par un sentiment d'indignation de la part des habitants autour d'une problématique qui les concerne directement. Cependant, Il est légitime de se demander si toutes les « luttes urbaines » remettent inévitablement en question les rapports de domination. Est-ce qu'elles ont toute forcément un regard critique vis-à-vis des inégalités sociales et spatiales qui existent ? Les habitants du Square du Bois, un clos en bordure du bois de la Cambre, aussi appelée officieusement « Square des Milliardaires » se sont rassemblés en copropriété indivisible afin de peser " [...] de tout leur poids pour maintenir le statut privé du square et préserver son caractère résidentiel." (Debroux et al., 2007). Par exemple, ils sont parvenus à empêcher la construction de logements mixtes et de bureaux dans leur clos. Aussi, dans les années 1980, ces mêmes habitants se mobilisent avec succès contre l'installation d'une station de métro au bout de l'avenue Louise. Si cet exemple démontre que certaines « luttes » en ville se déroulent également au sein des classes les plus aisées, on constate cependant que la critique sociale en est complètement absente. Dans cette « lutte », l'intérêt des habitants du clos était d'abord de protéger leur entre-soi social et de préserver l'image de luxe et de prestige de leur quartier. La construction de logement mixte et l'arrivée du métro auraient attiré un public différent et donc potentiellement nuisible au standing du quartier, si précieux pour ces classes dominantes. C'est n'est donc pas une lutte subie, à l'inverse de la bataille des Marolles, mais une lutte choisie. Une lutte jugée nécessaire à la défense de leurs intérêts et qui, par ailleurs, met en lumière le rapport particulier qu'entretiennent ces groupes dominants sur l'espace. La transmission des capitaux économique, social, culturel, immobilier, nécessaire au maintien et à la reproduction sociale, demande une capacité d'action ainsi qu'un pouvoir sur l'espace fort. Les classes dominantes ont besoin d'espace d'entre-soi, et donc d'une distanciation spatiale marquée avec le reste de la population, afin de maintenir leur position sur l'échelle sociale. (Pincon, Pincon-Charlot, 1992). Le cas du Square du bois n'est donc pas une remise en question des rapports de force qui se joue dans notre société, il ne porte en lui aucun message critique. Cette « lutte » traduit uniquement la volonté des classes dominantes de défendre ses espaces et ses intérêts. Elle se distingue donc des luttes urbaines présentées dans ce texte et de la critique sociale qui en découle.

La Bataille des Marolles et la mobilisation du quartier Nord sont profondément anticapitalistes. Elles portent en elles un message critique qui entend dénoncer et lutter contre les inégalités sociales et spatiales. Elles ont pour objectifs de défendre et d'améliorer les conditions de vie des habitants. De par leur nature, ces luttes ont placé au centre de leurs revendications le « droit à la ville », imaginé par le philosophe marxiste Henri Lefebvre (Pattaroni, 2011). Selon lui, la ville doit être un lieu de rencontre, de jouissance et d'épanouissement et non un lieu « de lucre et de profit », de consommation, qui serait régie uniquement par les lois du marché. Il défend ainsi une ville appropriée pour ceux qui y vivent et non pour ceux qui la possèdent financièrement (Pattaroni, 2011).

## Bibliographie :

- ARON J, « Le tournant de l'urbanisme bruxellois. 1958-1978 », Fondation Jacquemotte, Bruxelles, 1978.
- Bruciel, Urban.Brussels, 2023. Disponible sur : <https://bruciel.brussels/>
- CARLIER Louise, « De la contestation au compromis : quelle critique dans les mobilisations urbaines à Bruxelles ? », Mouvement, 2011/1 (n°65), p. 26-42. Disponible sur : [file:///D:/Private/t10mrobb/Downloads/MOUV\\_065\\_0026.pdf](file:///D:/Private/t10mrobb/Downloads/MOUV_065_0026.pdf)
- CASTELLS Manuel, « Lutttes urbaines et pouvoir politique » Francois Maspero, 1975, Paris. Disponible sur : [https://books.google.be/books?id=LcFXDwAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs\\_ge\\_summary\\_r&cad=0#v=onepage&q&f=false](https://books.google.be/books?id=LcFXDwAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false)
- CHATELAN Olivier, « L'espace urbain, de la théologie à la lutte : Jacques van der Biest et la paroisse des Marolles à Bruxelles au tournant des années 1960-1970 », Histoire, monde et cultures religieuses, 2016/1 (n° 37). Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-histoire-monde-et-cultures-religieuses-2016-1-page-67.htm>
- COMHAIRE Gaël, « Activisme urbain et politiques architecturales à Bruxelles : le tournant générationnel », l'information géographique, 2012/3 (n°76), p. 9-23. Disponible sur : [file:///D:/Private/t10mrobb/Downloads/LIG\\_763\\_0009.pdf](file:///D:/Private/t10mrobb/Downloads/LIG_763_0009.pdf)
- DEBROUX, Tatiana, DECROLY, Jean-Michel, DELIGNE, Chloé, GALAND, Michèle, LOIR, Christophe, VAN CRIEKINGEN, Mathieu. « Les espaces résidentiels de la noblesse à Bruxelles (XVIIIe-XXe siècle) », Belgeo, 4, 2007. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/belgeo/10150#entries>
- IEB, « 286 + 300 = 40 ans d'histoire et de lutttes urbaines », Bruxelles en mouvement, Il était 300 fois, 2019. Disponible sur : <https://www.ieb.be/286-300-40-ans-d-histoire-et-de-lutttes-urbaines>
- MARTENS Albert, « Dix ans d'expropriations et d'expulsions au Quartier Nord à Bruxelles (1965-1975) : quels héritages ? », Brussels Studies, Collection générale, n° 29, octobre 2009. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/brussels/685>
- MARTENS Albert, « Que crévent les expulsés ! », Bruxelles en Mouvement, Le droit à la ville, octobre 2012. Disponible sur : <https://www.ieb.be/Que-crevent-les-expulses>
- MANUEL Pierre, PECHE Jean-Jacques, HAGON André, « La bataille des Marolles ». Sonuma, 1969, disponible sur : <https://www.sonuma.be/archive/faits-divers1968-du-12111969>
- PATTARONI Luca, « Le nouvel esprit de la ville. Les lutttes urbaines sont-elles recyclables dans le « développement urbain durable » ? », Mouvements, 2011/1 (n° 65), p. 43-56. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2011-1-page-43.htm>
- PIETTE Charlotte, « retour sur le « Bruxellisation » de 1969 », Le fantôme de la radio, RTBF, 2022. Disponible sur : <https://www.rtbf.be/article/retour-sur-la-bruxellisation-de-1969-11080985>
- PINCON, Michel, PINCON-CHARLOT, Monique. « Pouvoir social et pouvoir sur l'espace. Contribution à une sociologie de la grande bourgeoisie », La Pensée, 290, pp.75-84. 1992.
- SCHOONBRODT René, « Jacques Van der Biest, Un homme pour la ville », ARAU, Action Urbaine, 2017. Disponible sur : <https://www.arau.org/content/uploads/2017/07/Jacques-Van-der-Biest-10-07-2017.pdf>
- VAN CRIEKINGEN Mathieu, « Du vieux vin dans de nouvelles bouteilles ? Une comparaison des opérations de réaménagement des quartiers Nord et Midi à Bruxelles », Belgeo 1-2, 2010, décembre 2012, Disponible sur : <http://journals.openedition.org/belgeo/6660>
- WIEVRIORKA Michel, « Lutttes urbaines : leurs acteurs et les chercheurs », Revue internationale d'action communautaire, 4, 1980. Disponible sur : <https://www.erudit.org/fr/revues/riac/1980-n4-riac02350/1035054ar.pdf>

**FGTB-ABVV**  
*Bruxelles-Brussel*

**CEPAG**  
**BXL**